

PRÉFET DE MAINE-ET-LOIRE

**PREFECTURE
DIRECTION DE L'INTERMINISTERIALITE
ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Bureau des ICPE et de la Protection du
patrimoine

Installations classées pour la protection de
l'environnement

Mise en demeure

Société L'ABEILLE à CHOLET,

installations de fabrication et conditionnement de boissons sans alcool

DIDD-2013-n° 378

ARRETE

**Le Préfet de Maine-et-Loire,
Officier de la Légion d'Honneur,**

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu l'arrêté ministériel de prescriptions générales (L. 512-10) du 13 décembre 2004 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2921 (installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air) ;

Vu le récépissé de déclaration délivré le 28 septembre 2005 à la société L'ABEILLE, pour l'exploitation d'une tour aéroréfrigérante au sein d'un établissement de fabrication et conditionnement de boissons sans alcool situé sur le territoire de la commune de CHOLET, installation visée par la rubrique 2921.2 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu les points 3, 4.1.d), 4.1.e), 6, 6.2, 9, 11 et 12 du titre II de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 susvisé qui fixent les dispositions relatives :

- à la surveillance de l'exploitation et à la formation des personnes intervenant sur l'installation,
- à la réalisation d'une analyse méthodique de risques de développement des légionelles,
- à la rédaction de procédures adaptées à l'exploitation de l'installation,
- à la surveillance de l'efficacité du nettoyage et de la désinfection,
- à l'identification du point de prélèvement en vue de l'analyse des légionelles,
- au carnet de suivi,
- au contrôle par un organisme agréé,
- à la protection des personnels ;

Vu le rapport de l'ingénieure de l'industrie et des mines transmis à l'exploitant par courrier en date du 3 décembre 2013 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de la visite en date du 3 octobre 2013, l'ingénieure de l'industrie et des mines a constaté les faits suivants concernant l'exploitation de l'installation de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air :

- absence de document justifiant la formation des personnels susceptibles d'intervenir sur l'installation,
- absence d'analyse méthodique des risques,
- absence de procédures écrites adaptées à l'exploitation de l'installation (méthodologie d'analyse des

risques, mesures d'entretien préventif de l'installation en fonctionnement pour éviter la prolifération des micro-organismes et en particulier des légionelles, actions correctives en cas de situation anormale (dérive des indicateurs de contrôle, défaillance du traitement préventif ...), arrêt immédiat de l'installation dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production), et procédure de vidange/nettoyage/désinfection de la tour mise en œuvre lors de l'arrêt annuel de l'installation ne correspondant pas à ce qui est fait sur l'installation,

- absence de plan de surveillance destiné à s'assurer de l'efficacité du nettoyage et de la désinfection de l'installation,
- absence de marquage du point de prélèvement en vue de l'analyse des légionelles,
- absence de carnet de suivi,
- absence de contrôle par un organisme agréé,
- absence d'un panneau signalant l'obligation de port du masque à proximité de l'installation ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des points 3, 4.1.d), 4.1.e), 6, 6.2, 9, 11 et 12 du titre II de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société L'ABEILLE de respecter les dispositions des points 3, 4.1.d), 4.1.e), 6, 6.2, 9, 11 et 12 du titre II de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de Maine-et-Loire

ARRETE

Article 1 : La société L'ABEILLE, exploitant une installation de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air, au sein d'un établissement de fabrication et conditionnement de boissons sans alcool, sise 9, rue d'Obernai, sur la commune de CHOLET, est mise en demeure de respecter les dispositions des points 3, 4.1.d), 4.1.e), 6, 6.2, 9, 11 et 12 du titre II de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, en :

- assurant la formation des personnes susceptibles d'intervenir sur l'installation (point 3) ;
- réalisant ou en faisant réaliser une analyse méthodique des risques (point 4.1.d) ;
- élaborant des procédures écrites adaptées à l'exploitation de l'installation (procédure de vidange/nettoyage/désinfection, méthodologie d'analyse des risques, mesures d'entretien préventif de l'installation en fonctionnement pour éviter la prolifération des micro-organismes et en particulier des légionelles, actions correctives en cas de situation anormale (dérive des indicateurs de contrôle, défaillance du traitement préventif...), arrêt immédiat de l'installation dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production) (point 4.1.e) ;
- constituant un plan de surveillance destiné à s'assurer de l'efficacité du nettoyage et de la désinfection de l'installation, incluant des procédures formalisées et l'identification des indicateurs physico-chimiques et microbiologiques qui permettent de diagnostiquer les dérives au sein de l'installation (point 6) ;
- procédant au marquage du point de prélèvement sur l'installation en vue de l'analyse des légionelles (point 6.2) ;
- constituant un carnet de suivi conforme au point 9 du titre II de l'annexe I à l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 ;
- faisant réaliser un contrôle de l'installation par un organisme agréé (point 11) ;
- apposant à proximité de l'installation un panneau, de manière visible, signalant l'obligation du port du masque pour aérosols biologiques (point 12).

Article 2 : L'exploitant adresse au préfet de Maine-et-Loire, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1.

Article 3 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nantes, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 5 : Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de CHOLET et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté sera affiché à la mairie de CHOLET pendant une durée minimum d'un mois.

Procès verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire de CHOLET et envoyé à la préfecture de Maine-et-Loire - Direction de l'Interministérialité et du Développement Durable – Bureau des ICPE et de la Protection du Patrimoine.

Article 6 : La Secrétaire Générale de la préfecture de Maine-et-Loire, le Sous-Préfet de Cholet, le Maire de CHOLET, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Gérant de la SA L'ABEILLE par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait à ANGERS, le 27 DEC. 2013

Pour le Préfet et par délégation
la Secrétaire Générale de la préfecture



Elodie DEGIOVANNI